Objet numéro ...:

Présenté par le groupe de travail écrans

Nature de l'objet :

Proposition / recommandation concernant la jeunesse

Intitulé :

Prendre des mesure concernant l'utilisation des écrans par les jeunes

Entité concernée :

Le Canton de Genève et le département des institutions et du numérique (DIN)

Public cible :

Les jeunes utilisant un smartphone ou y ayant accès, mais également leurs parents.

Pourquoi ?

- Les 12-19 ans passent en moyenne quatre heures par jour sur leurs smartphones, soit environ 30% de leur temps éveillé, selon l'étude "[Jeunes, activités, médias](#)".
- En Suisse, plus d'un enfant de 10 ans sur deux possède un smartphone, d'après l'étude MIKE menée par la Haute École zurichoise des sciences appliquées (ZHAW). La répartition de la possession d'un téléphone est la suivante : 20 % des 6-7 ans, 34 % des 8-9 ans et 60 % des 10-11 ans.
- Malgré les contrôles parentaux, de nombreux jeunes accèdent à des applications avant l'âge autorisé.
- Beaucoup de jeunes ne sont pas conscients des risques liés aux réseaux sociaux et aux biais qu'ils véhiculent.
- L'usage excessif et sans prévention des réseaux sociaux est associé à des troubles psychologiques tels que les troubles du comportement alimentaire ou TDA(H).
- Les jeunes passent à côté d'expériences réelles en raison d'une dépendance excessive aux écrans.
- Les parents sont souvent démunis face à cette problématique ou eux-mêmes victimes des algorithmes addictifs.
- Une majorité des Suisses est favorable à une régulation plus stricte des réseaux sociaux ([source : Le Temps](#)).

Quoi ?

Nous demandons la mise en place de plusieurs mesures pour mieux encadrer l'accès aux écrans et aux réseaux sociaux pour les jeunes :

- L'instauration de sanctions officielles si un enfant dispose d'une application avant l'âge autorisé, à l'instar des sites de streaming illégaux sanctionnés par la loi.
- La mise en place d'un atelier obligatoire en primaire sur les dangers des téléphones et un atelier obligatoire au cycle sur les réseaux sociaux, leurs biais et l'impact du contenu visible. Ces ateliers fourniraient des conseils concrets pour aider les élèves à réduire leur dépendance et à comprendre les mécanismes de manipulation des plateformes. Une collaboration avec des associations existantes, telles qu'Action Innocence, est envisageable.
- Une formation obligatoire pour les parents, avec une séance en primaire et une en secondaire, afin de les outiller face à cette problématique.

- L'interdiction officielle des téléphones dans les établissements scolaires du primaire et du cycle d'orientation (secondaire I).

Où ?

Ces mesures s'appliqueraient à l'ensemble du territoire cantonal genevois et dans tous les établissements scolaires.

Échéances :

Le Conseil de la Jeunesse encourage une mise en place rapide de ces mesures, sans fixer de délai strict, mais appelle les autorités à agir sans tarder.

Exposé développé des motifs qui ont amené à présenter l'objet :

Le projet fait suite aux constats suivants:

- L'usage excessif des écrans chez les jeunes atteint des niveaux préoccupants, avec des effets avérés sur leur bien-être mental et social.
- La possession de smartphones chez les enfants est en forte augmentation, facilitant un accès non encadré aux réseaux sociaux.
- Les réseaux sociaux favorisent des comportements addictifs et véhiculent des contenus biaisés influençant négativement l'image de soi.
- Les parents, bien que conscients du problème, manquent souvent d'outils pour intervenir efficacement.

Description détaillée de l'objet :

Nous demandons de mettre en place plusieurs mesures pour améliorer la situation avec les écrans pour les jeunes:

- L'instauration de sanctions officielles si un enfant dispose d'une application avant l'âge autorisé, à l'instar des sites de streaming illégaux sanctionnés par la loi.
- La mise en place d'un atelier obligatoire en primaire sur les dangers des téléphones et un atelier obligatoire au cycle sur les réseaux sociaux, leurs biais et l'impact du contenu visible. Ces ateliers fourniraient des conseils concrets pour aider les élèves à réduire leur dépendance et à comprendre les mécanismes de manipulation des plateformes. Une collaboration avec des associations existantes, telles qu'[Action Innocence](#), est envisageable.
- Une formation obligatoire pour les parents, avec une séance en primaire et une en secondaire, afin de les outiller face à cette problématique.
- L'interdiction officielle des téléphones dans les établissements scolaires du primaire et du cycle d'orientation (secondaire I).